

Date de dépôt : 15 mai 2013

Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la politique de la solidarité internationale pour l'année 2012

Mesdames et
Messieurs les députés,

Conformément à l'article 4 de la loi sur le financement de la solidarité internationale, du 4 octobre 2001 (LFSI – D 1 06), le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport annuel sur le thème de la solidarité internationale.

1. Préambule

Le Conseil d'Etat est conscient des enjeux que représente aujourd'hui un monde globalisé dans lequel les décisions prises au nord ont des impacts immédiats sur les populations du sud. Le lien entre la migration et l'aide internationale, la négociation des surfaces agricoles des pays en développement et la sécurité alimentaire, ou encore la question de la transparence dans le secteur des matières premières sont des exemples de défis auxquels nous devons réfléchir aujourd'hui.

Dans ce contexte, les actions soutenues en 2012 par le canton dans le domaine de la solidarité internationale ont pour but de contribuer à la réduction de la pauvreté et promouvoir les droits humains ainsi que la protection de l'environnement.

Le canton s'est notamment engagé en faveur de la population touchée par la crise alimentaire au Tchad, pour les victimes de la malnutrition au Niger, et pour les populations déplacées du Mali suite au conflit qui a ravagé le nord du pays.

Les organismes de défense des droits humains, pour lesquels Genève reste la place privilégiée, ont reçu des financements pour leurs actions dans des

contextes dans lesquels les violations des droits humains sont malheureusement toujours d'actualité.

En 2012, le canton a attribué un total de 17 575 318 F à la solidarité internationale, ce qui représente une augmentation de 1 698 439 F par rapport à 2011. Ceci a permis principalement d'augmenter sa contribution au Comité International de la Croix-Rouge (CICR) afin qu'il soutienne ses actions humanitaires dans le contexte de conflits oubliés.

Au niveau de la Suisse, l'aide publique au développement (APD) en 2011 s'est élevée à 2 729,10 millions de francs, dont 27 7000 000 F – soit quelque 1% – représente la part des cantons suisses. Il est intéressant de relever qu'à lui seul, l'Etat de Genève a contribué à plus de la moitié (55%) de l'APD des cantons suisses en 2011 (*Statistiques 2011 de l'aide au développement de la Suisse publiées par le Département fédéral des affaires étrangères en janvier 2013*).

Par ailleurs, le 28 février 2011, le Parlement a décidé de porter la part consacrée à l'aide publique au développement à 0,5% du RNB (revenu national brut) d'ici 2015, ce qui place la Suisse dans la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (moyenne de l'OCDE en 2011 : 0,46%).

L'APD de la Suisse représentait le 0,46% de son RNB en 2011, un pourcentage similaire à celui de son voisin français, tandis que l'Allemagne a consacré 0,40% de son RNB à l'APD et la Grande Bretagne, 0,56%. (*source OECD - DAC: www.oecd.org/stats*).

2. Financements accordés par le canton de Genève en 2012

Dans les limites du budget qui est alloué à la solidarité internationale, l'Etat de Genève apporte son soutien financier à des projets de coopération au développement ou à des actions d'aide humanitaire qui s'inscrivent dans une approche globale. Outre les financements alloués à des associations, fondations ou ONG genevoises aptes à mener à bien ces projets, l'Etat peut contribuer directement à des coopérations dites décentralisées, avec des collectivités territoriales. Les projets présentés sont évalués à la lumière des axes prioritaires d'intervention, des critères et des conditions posés par le règlement d'application de la loi.

L'évaluation, l'approbation ou le refus des contributions inférieures à 60 000 F, relèvent de la compétence du département ou de la chancellerie pour le volet dont elle a la charge.

Les projets qui requièrent un financement supérieur, font l'objet d'un préavis de la commission consultative de la solidarité internationale (CCSI) avant d'être soumis au Conseil d'Etat.

Au total, le canton de Genève a attribué 7 092 873 F à des projets relevant directement du service de la solidarité internationale (cf. annexe 1).

2.1. Commission consultative de la solidarité internationale

La commission consultative de la solidarité internationale (CCSI), qui a été présidée en 2012 par Madame Fabienne Bugnon, directrice de l'office des droits humains (ODH), est composée de 6 représentant-e-s de l'Etat et de 4 expert-e-s externes (cf. annexe 2).

En 2012, la CCSI a tenu 6 séances et a étudié 22 projets pour lesquels 15 préavis favorables et 7 préavis défavorables ont été émis. Ces préavis ont tous été validés par le Conseil d'Etat.

2.2. Projets de moins de 60 000 F

Le canton de Genève attribue une importance particulière aux projets présentés par de petites associations établies à Genève et actives sur le terrain. En 2012, 58 demandes de financement ont été soumises au département, dont 45 ont été acceptées et 13 refusées.

2.3. Projets soutenus par domaine d'intervention

Les projets soutenus par le canton de Genève sont régulièrement actualisés sur le site www.ge.ch/solidarite, accessible au public, de même que les informations relatives aux actions de solidarité internationale et aux événements publics.

2.3.1. Projets environnementaux

Le Conseil d'Etat genevois a décidé de faire de l'environnement un axe stratégique de son programme de législature. En 2012, un montant de 1 195 517 F a été consacré à 17 projets environnementaux.

Parmi eux, on citera le projet de renforcement du système de collecte, de traitement et de recyclage des déchets ménagers dans les grands centres urbains de Bolivie, de la Fondation Swisscontact.

Par ailleurs, un soutien financier a également été octroyé à l'association Noé 21 qui a mis en place en Inde une campagne d'information et de

sensibilisation, afin d'encourager la vente de climatiseurs domestiques utilisant des gaz réfrigérants naturels au lieu des gaz fluorés plus polluants.

2.3.2 Aide humanitaire

En 2012, un montant de 997 000 F a été destiné au financement de 12 projets humanitaires. Le canton a apporté son soutien à plusieurs organisations, telles que Caritas, Handicap International et la Fondation Terre des Hommes, afin qu'elles répondent aux crises alimentaires, consécutives à la sécheresse ou à l'instabilité politique, dans plusieurs pays africains, notamment le Tchad, le Niger et le Mali.

Le fonds de la solidarité internationale a également permis de financer l'action de Médecins sans Frontières visant à endiguer l'épidémie de choléra dans le district d'Ituri, en République démocratique du Congo.

Le canton a continué à soutenir Haïti, durement touchée par l'ouragan Sandy. Un projet de lutte contre le choléra et des projets directement liés aux conséquences du séisme de janvier 2010 ont été subventionnés. Les actions s'adressent principalement à des enfants vulnérables, parfois sans plus aucun soutien familial.

2.3.3 Projets de coopération au développement

Dans le cadre de la coopération au développement, des projets de santé, d'éducation et de lutte contre la pauvreté ont été financés pour un montant de 2 562 132 F.

Parmi eux, on citera la réalisation d'un vidéoclip de promotion de l'allaitement maternel par l'association genevoise pour l'alimentation infantile (GIFA).

En Ouganda, la construction de deux dortoirs pour 138 filles par l'association Keiser Initiative for Uganda, vise à faciliter l'accès à l'éducation des filles en situation de précarité.

Au Bénin, un projet de Médecins du Monde propose une structure sanitaire décentralisée permettant d'améliorer la prise en charge médicale des femmes enceintes et des nourrissons atteints de drépanocytose, une maladie génétique touchant la synthèse de l'hémoglobine particulièrement fréquente parmi les populations originaires d'Afrique subsaharienne.

Un projet d'éducation intégrée de l'association Krousar Thmey soutient des écoles publiques et spécialisées dans la prise en charge des élèves sourds, aveugles ou malvoyants au Cambodge, tout en sensibilisant les autorités à la problématique des enfants souffrant de ces handicaps.

2.3.4 Droits humains

Le respect des droits humains reste une priorité pour le canton de Genève, haut-lieu de leur promotion et défense. L'Etat a apporté son soutien à plusieurs actions développées dans des contextes où les violations des droits humains sont toujours d'actualité. En 2012, la somme de 1 493 184 F a été destinée au financement de projets de droits humains et de promotion de la paix.

Le projet de l'Appel de Genève sensibilise les groupes armés non étatiques aux standards du droit international humanitaire et à la question du genre, afin qu'ils s'engagent à protéger les femmes et les jeunes filles victimes de violence à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs groupes.

Le soutien du canton a également permis de financer le projet international, mis en place par l'Organisation mondiale contre la torture, de protection des défenseurs des droits humains et de sensibilisation du public au rôle fondamental de ces derniers.

En Amérique Centrale, la Commission internationale des juristes mène un projet de protection des défenseurs des droits humains et de soutien à la démocratisation de la justice.

D'autres organismes ont également bénéficié du fonds de la solidarité internationale, comme l'association pour la prévention de la torture (APT), le Centre de conseils et d'appui pour les jeunes en matière de droits de l'homme (CODAP), le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (DOCIP) ou l'Ecole Instrument de Paix (EIP).

2.3.5 Aides aux études et à la formation

Le fonds de la solidarité internationale attribue chaque année, des aides aux études et à la formation destinées à des étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés afin de leur permettre de compléter leur formation à Genève dans des domaines d'activités en lien avec la solidarité internationale. En 2012, trois établissements universitaires genevois ont bénéficié d'un tel soutien pour un montant global de 404 000 F.

Le Centre d'enseignement et de recherche en action humanitaire (CERAH) dispense une formation pluridisciplinaire pour les professionnel-le-s de l'humanitaire. Le soutien du canton de Genève a bénéficié à quinze étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés.

L'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) propose un master exécutif en politiques et pratiques du développement

(DPP) organisé avec des institutions partenaires au Mali, Ghana, Pérou et Vietnam;

L'unité des risques géologiques (CERG-C) de la section des sciences de la terre et de l'environnement de l'Université de Genève a développé un certificat postgrade de spécialisation en évaluation et gestion des risques géologiques et des risques liés au climat.

2.3.6 Information et sensibilisation du public aux problématiques des pays en voie de développement.

Selon le règlement d'application de la loi sur le financement de la solidarité internationale, l'Etat a pour tâche de sensibiliser le public aux problématiques des pays les moins avancés et d'informer les citoyens de son action. Cette mission d'information et de sensibilisation se concrétise entre autres par le soutien financier régulier à des festivals genevois de renommée internationale.

Le Black Movie Genève / festival de films met en valeur la diversité de la cinématographie des quatre continents et organise des tables-rondes et ateliers d'initiation au cinéma pour le jeune public.

Le Festival du Film et Forum International sur les Droits Humains (FIFDH) propose des thématiques en lien avec l'actualité, notamment la révolte syrienne, la montée du national populisme ou l'après printemps arabe.

Le Festival International du Film Oriental de Genève (FIFOG) propose quelques 80 films traitant de thèmes sociétaux ou de droits humains auxquels s'ajoutent des débats et des événements artistiques dans l'idée de mieux faire se comprendre l'Orient et l'Occident.

En 2012, 275 000 F ont été consacrés au volet de sensibilisation et d'information de la population genevoise.

2.3.7 Classes solidaires

Le fonds de solidarité internationale encourage, en collaboration avec le fonds jeunesse du DIP, le principe des voyages solidaires d'élèves des écoles genevoises. Ces déplacements, qui permettent aux jeunes de s'investir dans un projet de coopération au développement, leur donnent aussi l'occasion de côtoyer d'autres cultures et d'être sensibilisés aux problématiques des pays les moins avancés. Afin d'encadrer ce type de demande, des critères d'attribution ont été édictés conjointement par le département de la sécurité (DS) et le département de l'instruction publique, de la culture et du sport

(DIP), puis validés par la CCSI. En 2012, le DS a accordé 166 040 F à 7 projets de classes solidaires :

- l'Association Solferino – regroupant les élèves de l'école de culture générale Henry-Dunant – a reçu le soutien du canton pour la construction du centre Rafiki et l'aménagement d'ateliers de formation, au Kenya;
- l'Association des élèves du centre de formation professionnelle technique (CFPT) a mené la rénovation et la construction de puits et d'installations sanitaires dans 4 villages au Vietnam;
- le Groupe d'aide au développement du collège Sismondi a créé une bibliothèque et un centre d'activités pour des jeunes au Bénin;
- l'Association Voltaire solidaire du collège Voltaire a construit une classe dans un centre pour enfants des rues, au Burkina Faso;
- l'Association Cayla solidaire du cycle d'orientation de Cayla a construit une unité de transformation de fruits et légumes, au Sénégal;
- l'Association Classe Solidaire du cycle d'orientation de Bois-Caran a construit des puits et des installations sanitaires dans 3 villages, au Burkina Faso;
- la Classe technique menuiserie du centre de formation professionnelle construction (CFPC) a construit un bâtiment scolaire, au Bénin.

2.3.8 Actions ou manifestations à Genève

La chancellerie d'Etat instruit, en lien avec le service de la solidarité internationale, les dossiers concernant les actions ou manifestations ayant lieu à Genève et impliquant des pays en voie de développement.

En 2012, 12 demandes ont été acceptées dans le cadre de la Genève internationale. Tel que requis par le service du protocole, le groupe interdépartemental aux affaires internationales (GIAI) a examiné les demandes de financement supérieures à 60 000 F.

Le service du protocole a également assuré le suivi des contrats de prestations avec Mandat international, la Commission internationale des juristes (CIJ), le Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones (DOCIP), le Centre international pour l'éducation aux droits de l'homme et à la paix (CIFEDHOP) et le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM).

Un total de 731 248 F a été attribué à des actions ou manifestations à Genève dans le cadre de la loi sur le financement de la solidarité internationale.

3. Évaluation et suivi de projets

En 2012, les associations ont fourni les rapports opérationnels et financiers correspondant aux projets soutenus en 2010 et 2011. Au total, 84 projets ayant obtenu un accord de financement entre 2009 et 2011, ont fait l'objet d'un suivi du service.

Conformément à la procédure en vigueur, les tranches financières annuelles ont été versées suite à la réception et validation des rapports opérationnels et financiers intermédiaires. Les rapports intermédiaires de 4 projets n'ont pas été approuvés, ce qui a conduit à la suspension des versements prévus. Par ailleurs, 1 projet a été retiré, son financement total ayant été assuré par un autre bailleur.

3.1. Visites et évaluations conduites par le service

En janvier 2012, une mission en Tanzanie a été réalisée avec le service de Médecine internationale des Hôpitaux Universitaires de Genève. Le but de la visite était de redéfinir l'engagement des HUG et du canton de Genève dans le cadre de la création d'une école d'infirmières en zone rurale. La visite a permis de négocier les objectifs de l'école avec les partenaires tanzaniens et de faire des propositions concrètes pour la suite du projet.

3.2. Évaluations externes

En 2012, deux mandats ont été accordés pour des évaluations externes de projets :

- Evaluation du projet de gestion de déchets en Bolivie de Swisscontact : La mission a mis en évidence les acquis de ce projet et a émis des recommandations quant aux choix stratégiques et aux décisions à prendre pour la suite des activités.
- Evaluation des coordinations nationales établies par Terre des Hommes en Bolivie et au Pérou : Cette mission, qui s'inscrit dans le cadre du suivi du contrat de prestations 2011-2012 entre l'Etat de Genève et la Fédération genevoise de coopération, a évalué l'approche spécifique de ce modèle de coordination, dans le but

d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de programmes avec des partenaires du terrain.

Les rapports de visites s'y référant sont disponibles auprès du service de la solidarité internationale.

4. Fédération genevoise de coopération (FGC)

En 2012, la FGC a renégocié ses contrats avec ses principaux partenaires, dont l'Etat de Genève. Un projet de loi accordant une aide financière annuelle de 3 000 000 F à la FGC pour les années 2013 à 2016 ainsi qu'un contrat de prestations ont été préavisés favorablement par la CCSI. Le projet de loi a ensuite été transmis au Conseil d'Etat, qui l'a adopté en date du 7 août 2012, puis au Grand Conseil en vue de sa ratification.

Les discussions entre la Ville de Genève et la FGC ont, quant à elles, abouti à la signature d'un accord-cadre pour 2012-2015. Le montant annuel de la subvention de la Ville de Genève s'élève à 2 200 000 F. Le processus de négociation mené courant 2012 entre la FGC et la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) a conduit à la signature d'un accord-cadre portant sur les années 2013-2016, pour un montant de 13 300 000 F.

La conférence annuelle entre la FGC et ses partenaires – DDC, Etat de Genève, Ville de Genève et communes de Bernex, Chêne-Bougeries, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates et Vernier – s'est tenue le 18 juin au Palais Eynard. La rencontre a été consacrée au bilan de l'année 2011 et aux perspectives pour 2012.

5. Comité International de la Croix-Rouge (CICR)

En 2012, le canton de Genève a augmenté la contribution au CICR à 4 500 000 F. Un avenant à la convention 2010-2013, qui octroyait 3 000 000 F annuels au CICR pour les conflits oubliés, a été rédigé.

Les 4,5 millions attribués au CICR en 2012 ont servi à soutenir ses activités en Colombie (2 000 000 F) et en Géorgie (2 500 000 F).

Présent en Colombie depuis 1969, le CICR vient en aide aux déplacés internes ainsi qu'aux populations locales dans les zones urbaines et rurales, en partenariat avec la Croix-Rouge nationale. Le CICR gère également des projets agricoles visant à rendre la population plus autonome et à prévenir les déplacements. L'institution maintient aussi un dialogue permanent avec les autorités afin qu'elles intensifient leur assistance aux déplacés internes dans les centres urbains.

S'agissant de la Géorgie, le CICR, présent dans ce pays depuis 1992, contribue aux efforts visant à fournir des réponses aux familles des personnes disparues, et apporte protection et assistance aux personnes déplacées et à d'autres groupes vulnérables, dans les régions touchées par le conflit. Il s'emploie à promouvoir l'application du droit international humanitaire et visite les lieux de détention, mettant à disposition son savoir-faire en matière de santé carcérale, notamment dans le domaine de la tuberculose.

6. Aide aux missions des pays les moins avancés (PMA)

Le Conseil d'Etat a adopté en 2012, un arrêté définissant les modalités de l'aide que l'Etat de Genève octroie depuis 1995 aux missions des pays les moins avancés, auprès des institutions internationales établies à Genève. Le montant, prélevé sur le fonds de la solidarité internationale, est directement versé par le département de l'urbanisme au bailleur.

Le montant maximum de cette contribution est fixé à 3 000 F par mois et par pays, soit 36 000 F par année par pays. En 2012, 40 pays ont obtenu une aide au loyer ou une contribution équivalente. Cette participation financière s'est élevée au total à 1 373 640,50 F. En juillet 2012, un nouvel Etat, la République du Soudan du Sud, a ouvert sa mission à Genève.

7. Les relations avec les différents partenaires

7.1 Direction du développement et de la coopération (DDC)

Le Service de la solidarité internationale a représenté le canton de Genève à la 6^e rencontre sur la coopération au développement entre la Confédération et les cantons, qui s'est tenue à Berne le 14 décembre 2012.

Les missions des experts cantonaux – illustrées par le projet intercantonal en santé mentale en Bosnie-Herzégovine – étaient au centre des discussions. Des experts des cantons de Berne, Fribourg, Genève et Jura apportent leur soutien depuis deux ans à la Bosnie-Herzégovine pour l'aider à surmonter les lourdes carences dont souffre le pays dans le domaine des soins psychiatriques suite à la guerre dans les années 1990. Ce projet, comme d'autres, a donné lieu à une réflexion sur la valeur ajoutée des actions cantonales.

M. Martin Dahinden, directeur de la DDC, a souligné pour sa part la complémentarité des activités de la Confédération et des cantons dans le vaste domaine de la coopération au développement.

D'autres rencontres régulières se sont tenues tout au long de l'année entre le Service de la solidarité internationale et la division de partenariats institutionnels de la DDC.

7.2 Communes genevoises

La 5^e rencontre annuelle avec les communes genevoises a eu lieu à Carouge, en présence de la Maire de Carouge, Madame Jeannine de Haller Kellerhals. Elle a été présidée par la directrice de l'ODH, Madame Fabienne Bugnon. L'organisation de ces rencontres a pour objectif de coordonner les activités de solidarité internationale dans le canton et de faciliter le travail de tous en mettant à disposition des procédures et/ou des informations relatives aux associations requérantes, aux projets et aux missions d'évaluation. La finalité de ces rencontres est également de proposer un espace de dialogue et de réflexion sur des thèmes de solidarité internationale.

La prochaine rencontre entre le canton et les communes genevoises est prévue le 26 septembre 2013 à Bernex.

En outre, il faut signaler que la directrice du service de la solidarité internationale a été invitée par la Ville de Genève à devenir membre de sa commission consultative.

8. Fonds de lutte contre la drogue

Alimenté par les sommes provenant de confiscations ou de dévolutions en rapport avec le trafic des stupéfiants (art. 2, lettre a, LFLD), ce fonds est destiné à la lutte contre la drogue et à la prévention de la toxicomanie. Le département de la sécurité est chargé de la gestion de la moitié de ce fonds et l'affecte à des projets de lutte contre la drogue dans les pays les moins avancés. Le montant attribué annuellement à ce fonds figure sous une rubrique budgétaire spécifique qui n'est pas comprise dans le budget de la solidarité internationale.

En 2012, le montant du fonds inscrit au budget a été de 270 000 F. Grâce à ce fonds, 5 projets liés à la problématique drogue ont reçu un financement du canton. Ainsi, le Conseil d'Etat a poursuivi son soutien au programme de l'association Casa Alianza visant à améliorer la prise en charge et la réinsertion sociale de jeunes toxicomanes au Nicaragua. La fondation Goutte d'eau a bénéficié du financement de l'Etat pour 2 projets de réinsertion d'enfants et adolescents défavorisés à Battambang et à Neak Loeung, deux municipalités cambodgiennes particulièrement touchées par le fléau de la drogue. Enfin, 2 projets d'associations membres de la FGC – Protierradentro

et Terre des Hommes Suisse – ont reçu une aide financière pour les projets d'activités alternatives à la production de plantes illicites en Colombie.

9. Le budget de la solidarité internationale

En 2012, le budget global de la solidarité internationale a été de 17 575 318 F dont 16 810 000 F ont été destinés aux subventions. L'annexe 3 mentionne les attributions par rubrique. Le montant pour les subventions des projets, tout domaine d'intervention confondu, a contribué à soutenir 72 nouveaux projets et à respecter les engagements pris pour 37 projets qui étaient en cours de réalisation au début de l'année 2012 (annexe 4).

Le CICR a bénéficié d'une contribution de 4 500 000 F, la Fédération genevoise de coopération de 3 000 000 F et l'aide aux missions des pays les moins avancés s'est montée à 1 373 640.50 F.

10. Perspectives

Depuis le 1^{er} janvier 2013, suite à la suppression de l'office des droits humains, le service de la solidarité internationale – renommé « bureau de la solidarité internationale » – est rattaché directement au conseiller d'Etat chargé du département de la sécurité. Cette nouvelle organisation souligne l'importance accordée par le Conseil d'Etat à la politique cantonale en matière de solidarité internationale.

Au demeurant, le principe de solidarité internationale figure maintenant dans la nouvelle constitution genevoise qui a été acceptée le 14 octobre 2012 par votation populaire. Ainsi, selon l'article 146 « Coopération internationale » :

¹ L'Etat soutient la vocation internationale de Genève en tant que centre de dialogue, de décision et de coopération internationale, fondé sur la tradition humanitaire et le droit, ainsi que sur les valeurs de paix et de solidarité.

² Il mène une politique de solidarité internationale soutenant la protection et la réalisation des droits de l'homme, la paix, l'action humanitaire et la coopération au développement.

³ A ces fins, il prend toute initiative utile et met des moyens à disposition, en coordination avec la Confédération.

Le principe d'accueil des acteurs de la coopération internationale et de mesures de sensibilisation et d'éducation permettant d'assurer une bonne entente au sein de la population y est également consacré (art. 147).

Les synergies et les articulations entre la Genève internationale et la solidarité internationale doivent être considérées aujourd'hui dans une perspective de complémentarité et de cohérence dans le cadre de la nouvelle constitution genevoise.

Dans un contexte budgétaire difficile, le choix de garantir une coopération internationale solidaire démontre la volonté politique de Genève de conserver son esprit de pionnier et sa place unique dans l'échiquier humanitaire international, en phase avec les enjeux d'un monde globalisé. Contribuer aux équilibres du monde reste aujourd'hui dans l'intérêt de tout un chacun.

L'engagement du canton dans des politiques de développement liées principalement à l'environnement, à la lutte contre les inégalités et à la poursuite d'une aide humanitaire cohérente reste une priorité que le Conseil d'Etat entend maintenir avec l'appui de votre Grand Conseil.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les Députés, à prendre acte du présent rapport.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :
Anja WYDEN GUELPA

Le président :
Charles BEER

Annexes:

- 1) *Liste des projets soutenus en 2012*
- 2) *Liste des membres de la commission consultative de la solidarité internationale en 2012*
- 3) *Budget 2012*
- 4) *Nombre de dossiers traités en 2012*
- 5) *Répartition par domaine d'intervention de la coopération internationale en 2012*
- 6) *Répartition géographique des projets de la solidarité internationale en 2012*

Annexe 1

DÉPARTEMENT DE LA SÉCURITÉ

SERVICE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE - PROJETS SUBVENTIONNES 2012

Droits humains et promotion de la paix	1'493'184
APPEL DE GENÈVE, divers pays Protection des femmes victimes de conflits	200'000
NGO COORDINATION COMMITTEE FOR IRAQ, Irak Renforcement de la société civile	200'000
ORGANISATION MONDIALE CONTRE LA TORTURE, divers pays Protection des défenseurs des droits de l'homme	200'000
ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION DE LA TORTURE, Asie, Pacifique Soutien aux initiatives nationales et régionales de prévention de la torture	188'784
HELVETAS, Mali Projet de soutien aux initiatives locales de luttes contre l'excision	123'200
CODAP, Afrique de l'Ouest Autonomisation des jeunes défenseurs des droits de l'homme	120'000
FONDATION HIRONDELLE, République Centrafricaine Soutien à la création d'une radio communautaire	100'000
COMMISSION INTERNATIONALE DE JURISTES, El Salvador, Honduras, Guatemala Renforcement de la protection juridique et développement des capacités organisationnelles des défenseurs des droits de l'homme	100'000
TRIAL - TRACK IMPUNITY ALWAYS, divers pays Soutien juridique aux victimes de violences sexuelles, de torture, de disparitions forcées et autres crimes graves et promotion de leur prévention	60'000
CENTRE POUR LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES, Angola et Haïti Appui aux ONG nationales dans la mise en œuvre du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques	60'000
TURPIAL, Colombie Restitution des terres pour les victimes de déplacements forcés dans la région Caraïbe	45'000
PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, Amérique Centrale Renforcement du travail des défenseurs des droits humains	40'000
FONDATION SURGIR, Palestine Programme de sensibilisation et de formation pour améliorer le dialogue entre les parents et les enfants palestiniens en Cisjordanie	32'000
L'ECOLE INSTRUMENT DE PAIX, Côte d'Ivoire Publication d'un guide pédagogique sur les droits humains et la paix	24'200

Micro économie	132'600
FEMMES POUR LA PLANETE, Sénégal	50'000
Formation et mise à disposition d'équipements à des productrices de beurre de karité	
ASSAFI, RDC	30'000
Soutien aux femmes de la région d'Ituri par la formation et le microcrédit	
FONDS 1%, Bénin	29'000
Développement de la filière des produits d'anacardiens et du soja	
CIP-SOLIDARITE HANDICAP, Bénin	23'600
Soutien de comités de réadaptation par des actions génératrices de revenus en faveur de personnes handicapées	
Education et Formation	991'500
ASSOCIATION SUISSE DES AMIS DE SŒUR EMMANUELLE, Sud-Soudan	200'000
Soutien au centre de formations professionnelles à Lologo, Juba	
PEU-LA, Tibet	100'000
Enseignement de la médecine tibétaine traditionnelle	
KROUSAR THMEY, Cambodge	79'000
Education adaptée pour l'intégration des enfants sourds ou enfants aveugles au Cambodge	
VIVAMOS MEJOR, Colombie	70'000
Éducation et santé pour les familles déplacées ou défavorisées du quartier de San José, Bogotá	
A BETTER LIFE, Burkina Faso	52'000
Scolarisation des enfants handicapés et enfants de parents handicapés	
SIDECOLE, Ouganda	20'000
Scolarisation et aide alimentaire pour des orphelins du sida	
ASSOCIATION SUISSE-NIGER, Niger	19'000
Construction et équipement de 3 classes dans la commune de Birni N'Gaouré	
DANSEHABILE, Cameroun	18'000
Projet de stage de formation en danse intégrée	
COMPAGNIE DES CRIS, Sénégal	17'500
Formation en lecture, écriture et jeu à Thiès	
ASSOCIATION LECTURES PARTAGEES, Colombie	12'000
Création d'une bibliothèque-ludothèque à Mulatos	
Aides aux études et à la formation	
INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT, Mali, Vietnam et Pérou	200'000
Formation décentralisée : programme "International Master in Advanced Studies"	
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN ACTION HUMANITAIRE, Genève	182'000
Aide aux études destinée aux étudiant-e-s provenant des pays les moins avancés	
CENTRE D'ÉTUDE DES RISQUES GÉOLOGIQUES (CERG), Genève	22'000
Bourses d'études : formation en réduction des risques en cas de catastrophes naturelles	

Environnement	1'195'517
CROIX-ROUGE SUISSE, Honduras Programme de réduction des risques liés aux catastrophes naturelles	200'000
WWF, Madagascar Protection de la forêt tropicale et amélioration des moyens d'existence de la population locale	200'000
SWISS CONTACT, Bolivie Appui à la gestion des déchets	180'000
GLOCAL, Madagascar Création d'un Agenda 21 communal	83'300
FONDATION ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE, Tchad Projet agricole dans la région de Tahoua	80'000
NOUVELLE PLANETE, Vietnam Construction de fosses à biogaz	60'000
ASSOCIATION LES AMIS DU TIBET, Inde Amélioration de la production agricole	60'000
INGÉNIEURS & ARCHITECTES SOLIDAIRES (IAS), Burkina Faso Adductions d'eau électro-solaires	60'000
APPRENTISSAGE SANS FRONTIERES, Guinée Création d'un centre de formation pour la pêche responsable et respectueuse de l'environnement	60'000
ASSOCIATION NORDESTA, Brésil Reforestation et protection de 100 sources du bassin fluvial du Rio Grande, Minas Gerais	57'017
NOE 21, Inde Réduction des émissions de gaz fluorés	53'200
NORLHA, Népal Programme d'agriculture durable	45'000
GREEN ETHIOPIA, Ethiopie Programme de reforestation	20'000
TERRAGIR, Pérou, Genève Réalisation d'un film documentaire «Robin des Watts»	20'000
ALLIANCE INTERNATIONALE POUR LA GESTION DE L'EAU DE PLUIE - IRHA, Sénégal Programme "écoles bleues" : accès à l'eau potable dans les écoles	17'000
Aménagement du territoire / Infrastructures	95'000
BILIFOU-BILIFOU, Burkina Faso Construction d'un collège d'enseignement secondaire à Ouahigouya	40'000
THE KEISER INITIATIVE FOR OUGANDA, Ouganda Construction de deux dortoirs pour filles à Ryeru	30'000
MAASAI AID ASSOCIATION, Kenya Infrastructures scolaires dans deux villages massai	25'000

Santé	1'215'603
DRUGS FOR NEGLECTED DISEASES INITIATIVE, divers pays d'Afrique Renforcer les capacités de recherche clinique dans les pays d'endémie de la trypanosomiase humaine africaine (maladie du sommeil)	200'000
INTERNATIONAL ASSISTANCE MISSION, Afghanistan Programme de soins et de formation ophtalmologiques	200'000
MEDECINS DU MONDE, Bénin Soutien à la prise en charge médicale intégrée du nourrisson et de la femme enceinte atteints de drépanocytose	200'000
FONDATION GENEVOISE POUR LA RECHERCHE ET LA FORMATION MÉDICALES, divers pays Recherche et formation en santé sexuelle et reproductive	186'000
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, Kirghizstan Programme intégré de contrôle de la tuberculose dans le système pénitentiaire	150'000
INSTITUT POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN, Suisse, Bolivie Education et information pour la prévention du VIH-SIDA à Cochabamba	100'000
COMITÉ INTERNATIONAL DE L'ORDRE DE MALTE, Cambodge Programme de lutte contre la lèpre	80'000
FONDATION DIDÉ (dignité en détention), Rwanda Santé mentale pour les mineurs et jeunes adultes incarcérés à la prison centrale de Gitarama et au Centre correctionnel de Nyagatare	50'630
ASSOCIATION BAN KHOK NA KO, Laos Construction d'un centre médical et fourniture d'équipement	28'500
ASSOCIATION GENEVOISE POUR L'ALIMENTATION INFANTILE, divers pays Réalisation d'un vidéoclip pour promouvoir l'allaitement maternel	20'473
Culture / Sensibilisation	441'040
FESTIVAL DU FILM ET FORUM INTERNATIONAL SUR LES DROITS HUMAINS, Genève Soutien à la 10 ^{ème} édition du FIFDH	100'000
FESTIVAL BLACK MOVIE, Genève Soutien à l'édition 2012	60'000
FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ORIENTAL DE GENÈVE, Genève Soutien à l'édition 2012 du festival	60'000
FONDATION SAINT-GERVAIS, Genève Soutien à la 4e édition du Festival "Mémoires blessées"	20'000
COLLEGE ET ECOLE DE COMMERCE ANDRE-CHAVANNE, Genève Organisation de la visite de représentants du peuple indien Kogi	20'000
ASSOCIATION ÊTRE FEMME AUJOURD'HUI, Genève Soutien à l'organisation de la manifestation "Elles filment..."	15'000

SOLFERINO, Kenya	31'040
Construction du siège administratif du centre de formation de l'association Rafiki	
CAYLA SOLIDAIRE, Sénégal	30'000
Construction d'une unité de transformation de fruits et légumes	
GRUPE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT COLLEGE SISMONDI, Bénin	25'000
Création d'une bibliothèque et d'un centre d'activités pour jeunes à Ouassaho	
LE TECHNIQUE SOLIDAIRE, Vietnam	25'000
Projet de rénovation et construction de puits et d'installations sanitaires	
COLLEGE VOLTAIRE, Burkina Faso	20'000
Construction d'une salle de classe à Kamboincé	
CYCLE D'ORIENTATION DE BOIS-CARAN, Burkina Faso	20'000
Construction de puits et de latrines	
CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONSTRUCTION, Bénin	15'000
Construction et pose d'une charpente et de fenêtres dans un bâtiment scolaire à Ayou	
Coopération décentralisée	531'429
HAUTE ECOLE DE TRAVAIL SOCIAL, Haïti	200'000
Thérapie neuro-psychomotrice et réhabilitation de personnes amputées suite au tremblement de terre	
HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE, Tchad, Madagascar, République de Guinée, Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Cameroun	140'000
Extension et évaluation du réseau en Afrique francophone pour la télémédecine	
HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE, Tanzanie	131'429
Création d'une école d'infirmière	
HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENÈVE, Bosnie-Herzégovine	60'000
Programme de renforcement de la santé mentale, en collaboration avec la DDC et plusieurs cantons	
Aide humanitaire	997'000
MÉDECINS DU MONDE, Haïti	200'000
Programme de consolidation des capacités et compétences de prise en charge de la santé primaire et materno-infantile	
CARITAS SUISSE, Tchad	150'000
Aide aux victimes de la crise alimentaire engendrée par la sécheresse	
TERRE DES HOMMES SUISSE, Haïti	144'000
Soutien aux enfants sinistrés	
MÉDECINS SANS FRONTIÈRES, République Démocratique du Congo	60'000
Assistance aux populations atteintes de Choléra	
ISLAMIC RELIEF, Niger	60'000
Projet de soutien nutritionnel d'urgence à Tillabéry	
LUMIERE POUR HAÏTI, Haïti	60'000
Reconstruction de l'école Souvenir de Bruno	
FONDATION TERRE DES HOMMES, Mali	60'000

Projet d'appui et de prévention nutritionnelle pour les enfants de la région de Ségou	
MEDECINS SANS FRONTIERES, Tchad	60'000
Prévention et prise en charge de la malnutrition infantile à Massakory	
FONDATION SUISSE DU SERVICE SOCIAL INTERNATIONAL, Mali	58'000
Aide d'urgence, accueil et appui à la réintégration de réfugiés, femmes et enfants affectés par la crise malienne.	
HANDICAP INTERNATIONAL SUISSE, Niger	50'000
Programme d'aide urgence à la crise alimentaire à Niamey	
CROIX-ROUGE SUISSE, Soudan	50'000
Aide humanitaire d'urgence pour les personnes de retour au Soudan du Sud	
TERRE DES HOMMES SUISSE, Haïti	45'000
Accueil transitoire et accompagnement des enfants sinistrés en Haïti suite à l'ouragan Sandy	
Total des projets acceptés par le service de la solidarité internationale	7'092'873
Manifestations à Genève impliquant des acteurs des pays en développement.	731'248
MANDAT INTERNATIONAL	200'000
Permanence d'accueil et d'information	
COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES (CIJ)	100'000
Création et développement à Genève d'un centre international de défense des magistrats et avocats	
CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION À L'ENSEIGNEMENT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LA PAIX	80'000
Soutien à la formation d'enseignants	
GENEVA HEALTH FORUM	50'000
Soutien à la 4ème édition	
CENTRE DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHE ET D'INFORMATION DES PEUPLES AUTOCHTONES, Divers pays	50'000
Soutien aux diverses prestations proposées par le centre	
CENTRE EUROPE TIERS MONDE (CETIM)	50'000
Soutien au centre de recherche	
HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE GENEVE, JCD CONSEIL	40'000
6ème édition de la conférence francophone sur le SIDA	
DEFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL	33'600
Rencontre pour les droits de l'enfant	
LE MANIFESTE	27'720
Concert de l'Orchestre West-Eastern Divan pour une paix juste et durable au Proche-Orient	
GRAINES DE PAIX	19'630
Formation et éducation à la paix	
UNIVERSAL PERIODIC REVIEW	17'700
Examen périodique universel de la pratique des droits de l'homme à travers le monde (Pakistan, Sri Lanka et Gabon)	
GMEDIA CENTER	14'730

Participation de journalistes à l'examen périodique universel de la pratique des droits de l'homme

SERVICE INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME	14'670
Formation en matière de droits de l'homme	
HUMAN RIGHTS HOUSE FOUNDATION	13'325
Lobbying en faveur des droits de l'homme en Biélorussie	
ASSOCIATION PREVENTION DE LA TORTURE	12'008
Réunion internationale d'experts	
GENEVA INTERNATIONAL MODEL UNITED NATIONS (GIMUN)	7'865
Soutien à la 13ème édition	

Contrat de prestations entre l'Etat de Genève et la Fédération Genevoise de Coopération (FGC)	3'000'000
--	------------------

Convention entre l'Etat de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	4'500'000
--	------------------

Aide aux missions des pays les moins avancés auprès des institutions internationales établies à Genève (Gestion DCTI)	1'368'190
--	------------------

Total des subventions par le Fonds de SI	16'692'311
---	-------------------

Fonds de lutte contre la drogue	270'000
--	----------------

CASA ALIANZA, Nicaragua	134'000
Assistance et traitement intégral d'adolescents dépendants de substances psychotropes	

FONDATION GOUTTES D'EAU, Cambodge	34'000
Soutien éducatif et professionnel aux jeunes défavorisé et vulnérables de Neak Loeung	

FONDATION GOUTTES D'EAU, Cambodge	30'000
Amélioration des conditions de vie des enfants défavorisés à Battambang	

PROJETS PRESENTÉS PAR LA FGC :

TERRE DES HOMMES, Colombie	57'000
Renforcement du tissu social et rétablissement socio-économique des familles déplacées et vulnérables de Cordoba et Sucre	

PROTIERRADENTRO, Colombie	15'000
Amélioration de la production de panela à Inza	

**Liste des membres de la Commission consultative
de la solidarité internationale (CCSI) 2012**

Présidente :

Mme Fabienne Bugnon
Département de la sécurité
Office des droits humains
Directrice générale
fabienne.bugnon@etat.ge.ch

Représentant-e-s des départements :

M. Bruno Beurret
Département de l'urbanisme
Office de l'urbanisme
bruno.beurret@etat.ge.ch

M. Jean-Luc Chopard
Chancellerie d'Etat
Service du protocole
jean-luc.chopard@etat.ge.ch

Mme Marie-Hélène Dubouloz-Schaub
Département de l'instruction publique
Secrétariat général
marie-helene.dubouloz@etat.ge.ch

M. David Gysler (jusqu'en juillet)
Département de l'intérieur et de la mobilité
Office de la sécurité civile
david.gysler@etat.ge.ch

Mme Nicole Rosset
Département des affaires régionales, de
l'économie et de la santé
Secrétariat général HUG
nicole.rosset@hcuqe.ch

Experts externes :

M. Eric Burnier
Av Jacques-Martin 34
1224 Chênes-Bougeries
eric.burnier@gmail.com

Mme Véronique Bourquin
Höhenweg 19
3097 Liebefeld
veronique.bourquin@deza.admin.ch

Mme Manon Schick

Montolivet 26
1006 Lausanne
mschick@amnesty.ch

M. Antoine Weber

Avenue de Budé 9
1202 Genève
antoine.s.weber@gmail.com

Consultant environnemental

M. Andràs November

Rte Alphonse-Ferrand 69
1233 Bernex
andras.november@bluewin.ch

Service de la solidarité internationale

Mme Maria Jesus Alonso Lormand

Département de la sécurité
Service de la Solidarité internationale
Directrice du service
Tél : 022 388 15 43
mariajesus.alonso-lormand@etat.ge.ch

Mme Susana Simoes Abbasi

Département de la sécurité
Service de la Solidarité internationale
Chargée de projets
Tél : 022 388 15 44
susana.simo-es-abbasi@etat.ge.ch

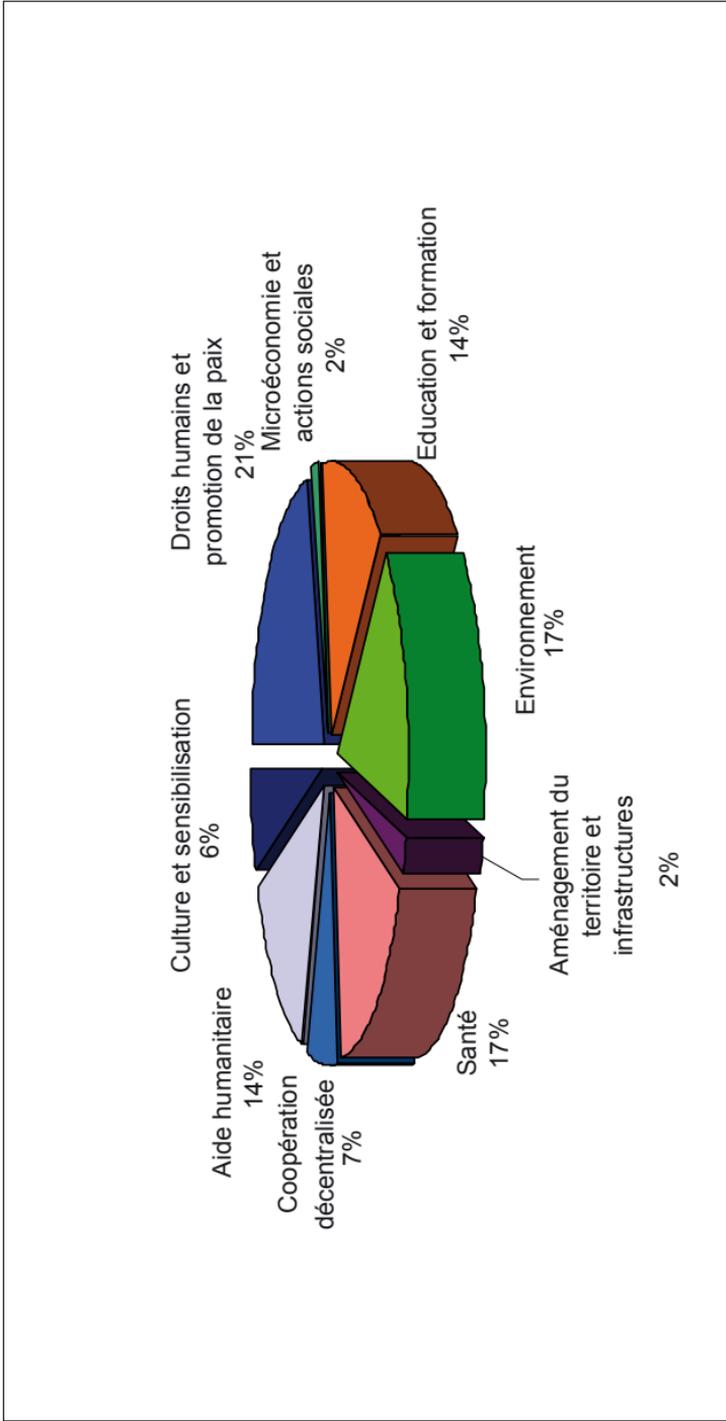
ANNEXE 4

Annexe 4 : Nombre de dossiers traités en 2012

Tableau récapitulatif					
Projets	projets traités	acceptés	refusés	reconduits	en attente
Coopération au développement	68	35	11	22	3
Environnement	24	9	7	8	2
Aide humanitaire	13	11	1	1	0
Projets de sensibilisation / information	6	3	1	2	1
Aide aux études et à la formation	2	2	0	0	1
Manifestations à Genève (CHA)	20	12	4	4	0
Total	133	72	24	37*	7

* dont cinq qui ont vu leur financement suspendu

Annexe 5 : Répartition par domaine d'intervention de la coopération internationale en 2012



Annexe 6 : Répartition géographique des projets de la solidarité internationale en 2012

